



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VALORISOL de procéder à la régularisation administrative de l'exploitation d'une carrière de sablon située route de Méru, Le Gibet Monin à Villeneuve-les-Sablons

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.171-7 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511- 9 et R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration et les usagers ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 6 mai 2014 par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sur le site de la société VALORISOL à Villeneuve-les-Sablons ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant le 22 mai 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 10 juin 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société VALORISOL exploite une carrière de sablon sur la commune de Villeneuve-les-Sablons sans avoir obtenu l'autorisation préfectorale d'exploiter préalable ;

Considérant que lors de la visite du 13 mai 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non- respect des prescriptions du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant indique avoir sous-traité l'aménagement de la plate-forme à la société PETITDIER et qu'à cet égard, il invite l'inspection des installations classées à se rapprocher de cette société afin qu'elle fournisse les justificatifs du caractère inerte des remblais mis en lieu et place du sablon ;

Considérant que les écarts susvisés doivent être corrigés pour satisfaire aux prescriptions édictées par le code de l'environnement selon les termes définis par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de contraindre la société VALORISOL à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires précitées ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de faire application des mesures prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VALORISOL de satisfaire à ses obligations ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - EXPLOITANT**

La société VALORISOL dont le siège social est situé route de Méru, Le Gibet Monin à Villeneuve-les-Sablons (60175) est tenue de respecter les dispositions rappelées ci-après, relatives à l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sablon sur la commune de Villeneuve-les-Sablons, dont l'exploitation n'a pas été autorisée par arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 2 - EXTRACTIONS**

A compter de la présente notification, toute extraction de matériaux est interdite.

### **ARTICLE 3 - REGULARISATION ADMINISTRATIVE**

Sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, il convient :

- soit d'établir une demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article R.512-2 du code de l'environnement, auprès de l'autorité préfectorale, qui devra être jugée recevable par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- soit mettre fin à l'exploitation et en faire la notification par écrit au préfet sous 7 jours, puis transmettre le mémoire de cessation d'activité qui devra, quant à lui, être déposé sous un délai de 2 mois. Ces actions devront être réalisées selon les formes prévues par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. En outre, elles devront justifier du caractère inerte des matériaux de remblais mis en lieu et place du sablon extrait.

### **ARTICLE 4 - SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Villeneuve-les-Sablons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **27 JUIN 2014**

pour le Préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires :

Monsieur le Directeur  
Société VALORISOL  
Route de Méru  
Le Gibet Monin  
60175 VILLENEUVE-LES-SABLONS

Monsieur le maire de Villeneuve-les-Sablons

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

